

Paris, le 26 janvier 2016

Peut-on estimer le rendement de l'investissement social ?

Calculer le rendement de politiques relevant de « l'investissement social » nécessite d'abord d'identifier de façon rigoureuse les impacts de ces politiques, pour les intégrer ensuite dans des modèles économiques mettant en regard les coûts et les bénéfices.

L'investissement social fait la promesse que la dépense sociale engagée aujourd'hui rapportera dans le futur si elle est orientée vers la dotation des individus en capital humain. L'objectif est de prémunir les individus face aux nouveaux risques sociaux nés des évolutions sociétales (monoparentalité, parcours professionnels heurtés, dépendance, etc). Cependant, pour être crédible, une telle démarche doit apporter la preuve de ces retours sur investissement. Or, jusqu'ici les recherches se sont surtout attachées à mettre en regard les efforts d'investissement social de différents pays et leurs performances macroéconomiques. La question du rendement n'est pas au cœur de la réflexion.

Conduire des évaluations d'impact des dispositifs relevant de l'investissement social

Mesurer le rendement de l'investissement social suppose d'abord d'en identifier les impacts et de pouvoir interpréter ces résultats comme un lien de cause à effet. Ce n'est possible qu'en reconstituant par des méthodes statistiques une situation sans intervention, à comparer avec la réalité. Si ce type d'évaluation d'impact s'est beaucoup développé depuis quinze ans, elles demeurent trop peu mobilisées en France dans les décisions de politiques publiques. Certains champs restent également assez peu documentés comme ceux de la pauvreté et l'exclusion, le vieillissement actif, les conditions de travail ou la prévention de la dépendance.

Les évaluations sur l'impact des politiques d'investissement social doivent être collectées, synthétisées et analysées de façon critique afin de gagner en utilité comme en rigueur. Pour éviter tout biais, il convient d'opter pour des revues systématiques qui recensent autant de recherches pertinentes que possible à partir de critères de sélection prédéfinis (sources, définition du projet, méthodes d'évaluation employées, etc.).

Les résultats des évaluations doivent alimenter des modèles économiques mettant en regard les coûts des politiques sociales et leurs bénéfices

Une telle utilisation des évaluations d'impact dans les calculs socioéconomiques constitue une étape supplémentaire pour identifier l'effet de l'investissement social. Cependant, deux problèmes majeurs doivent d'abord être résolus.

- *L'identification des coûts de mise en œuvre des politiques et des valeurs sociales des effets estimés.* Une réflexion globale est nécessaire pour établir un cadre conventionnel permettant d'utiliser des valeurs et des prix implicites communs pour le calcul du rendement des différentes politiques sociales, voire de fixer un référentiel de bonnes pratiques.
- *La prise en compte de l'incertitude inhérente à l'évaluation des programmes sociaux dans l'estimation du rendement de l'investissement social.* France Stratégie propose une solution technique pour intégrer cette incertitude dans la démarche d'estimation du rendement.

Téléchargez la note d'analyse « [Peut-on estimer le rendement de l'investissement social ?](#) » [sur notre site internet.](#)

CONTACTS PRESSE

Jean-Michel Roullé
Directeur du service Édition-Communication
+33 (1) 42 75 61 37 / +33 (6) 46 55 38 38
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Joris Aubrespin
Chargé des relations presse
+33 (1) 42 75 60 27 / +33 (6) 20 78 57 18
joris.aubrespin@strategie.gouv.fr

France-strategie-presse@strategie.gouv.fr



France Stratégie a pour mission d'éclairer les choix collectifs. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec les experts et les acteurs français et internationaux ; proposer des recommandations aux pouvoirs publics nationaux, territoriaux et européens. Pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile. France Stratégie mise sur la transversalité en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.